

13 novembre 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse de M. Jacques Chirac, Président de la République, sur le développement des relations franco-vietnamiennes, l'ouverture de la France et de l'Europe aux marchés asiatiques, l'enseignement du français et les droits de l'Homme, Ho Chi Minh Ville, le 13 novembre 1997.

LE PRESIDENT - Je voudrais saluer naturellement les journalistes vietnamiens et, cela va de soi, les journalistes français qui ont bien voulu m'accompagner dans ce voyage. Je crois savoir qu'un certain nombre d'entre eux sont allés se promener sur le Mékong ce matin & ils ont eu raison, c'est une jolie promenade.

Je ne sais pas quelles sont les réactions de celles ou de ceux qui viennent pour la deuxième ou la troisième fois parmi les journalistes français ici, à Hanoi et à Ho Chi Minh Ville. Un certain nombre d'entre vous avaient fait le voyage de réconciliation, le grand voyage qui avait été fait par mon prédécesseur, Monsieur François Mitterrand, et qui avait marqué un temps nouveau dans les relations entre nos deux pays. Mais pour ma part, n'étant pas revenu ici depuis près de quatre ans, j'ai retrouvé un peu la même émotion que lors de ma visite précédente.

D'abord, la cordialité des Vietnamiens bien connue, leur sens de l'hospitalité, mais surtout l'impression d'une histoire qui reprend un peu son cours. L'Histoire est faite de ruptures naturellement, elle est faite de moments forts, l'histoire entre le Vietnam et la France est ancienne, très ancienne, et elle a connu des temps très forts, notamment aux 17ème et 18ème siècles & elle a connu des ruptures également dramatiques, il n'y a pas si longtemps. Et puis est venu d'abord le temps de la réconciliation, autre temps fort, et malgré le passé, malgré ce qui, à un moment, fut la haine du regard, on a retrouvé aujourd'hui l'amitié.

C'est un peu ce que je ressens, autrement dit la capacité de surmonter les choses, ce qui caractérise naturellement les sociétés humaines, mais la capacité de surmonter les choses et de se retrouver. Non seulement de se retrouver, ce qui est un point déjà important, mais, on le voit aujourd'hui, de faire route ensemble. Et la relation qui existe entre nos deux pays aujourd'hui est vraiment, au sens propre du terme, une relation amicale et qui se renforce.

J'avais eu, il y a quatre ans, des entretiens avec la plupart des dirigeants du Vietnam, et là encore j'ai observé hier, par comparaison, l'importance d'une confiance renforcée, d'un dialogue plus facile et plus naturel. La disparition petit à petit de ce qui parfois avait été une sorte de "langue de bois" pour y substituer un dialogue beaucoup plus ouvert, beaucoup plus naturel, spontané, sympathique. Et pour les gens de ma génération, qui ont vécu au moment des tensions les plus grandes entre nos deux pays, je le répète, c'est quelque chose d'émouvant. C'est dire à quel point, pour moi, ce voyage n'est pas un voyage comme les autres, mais un voyage qui conduit à une réflexion sur l'évolution des sociétés, un voyage riche.

Alors, je n'entrerai pas dans le détail -sauf pour répondre à vos questions- de cette relation, si ce n'est pour dire que, depuis quelques années, la France a conduit une politique, qu'elle poursuit et développe, d'amitié avec le Vietnam et de soutien, notamment à la réintégration du Vietnam

dans toutes les structures internationales -il ne reste plus maintenant que l'OMC, et vous savez que nous militons pour que le Vietnam puisse entrer dans l'OMC-.

Une politique de soutien à l'action de réformes qui est ici engagée & j'entendais ici ou là, et je le comprends parfaitement, des hommes d'affaires ou des spécialistes disent : "ah, mais les réformes ne vont pas assez vite, et l'administration est trop ceci ou est trop cela". J'ai observé que les réformes étaient toujours trop faciles à conseiller aux autres et beaucoup plus difficiles à faire chez soi. Nous en avons apporté maintes démonstrations également, ce qui doit modérer le jugement que parfois on peut être tenté de porter. Cette action de réforme est tout de même profonde, et je vois depuis quatre ans à quel point la prise de conscience de la nécessité des réformes et la volonté de les poursuivre, malgré les difficultés, les inerties, est grande chez toutes les autorités responsables du Vietnam, et je m'en réjouis.

Je ne parlerai pas de nos relations culturelles ou humaines, si ce n'est néanmoins pour prendre deux exemples qui montrent que la France ici n'est pas tout à fait ressentie comme un autre pays. Le premier, c'est ce musée que nous avons inauguré hier avec Madame Binh, ce qui a aussi été un moment d'émotion - Madame Binh qui a été récemment réélue vice-présidente de la République, avait été, vous le savez, la négociatrice -enfin le négociateur ou la négociatrice - des Accords de Paris. Et l'inauguration hier de ce musée d'ethnographie qui, pour ce qui concerne sa mise en oeuvre, est le fruit d'une coopération franco-vietnamienne, soulignant l'antériorité, la compétence exceptionnelle des ethnologues français depuis très très longtemps, était un moment fort.

Et la deuxième, c'est, malheureusement je ne pourrai pas y aller, mais le Ministre de la Coopération y sera tout à l'heure, cet institut du coeur, créé ici par le professeur Carpentier, l'un des plus grands cardiologues contemporains, qui donne une si belle image de la France et qui a mis le meilleur de lui-même ici pour créer un institut du coeur qui est à la pointe du progrès. C'est quelque chose d'important, important que ce soit la France qui apporte cette technologie, cette compétence et surtout ce dévouement.

Et puisque je parle de médecins, je voudrais aussi souligner le travail extraordinaire qui est fait ici notamment par les équipes de Médecins du Monde, de Médecins sans Frontières, et qui mettent tout leur coeur et toutes leurs capacités pour aider ceux qui en ont besoin et ceux qui souffrent. Alors, naturellement, tout ceci s'inscrit, je dirais, dans une vision à plus long terme. Vous savez que j'ai regretté que pendant longtemps, cela peut s'expliquer d'ailleurs, la France se soit concentrée sur l'Europe, ceci étant justifié par les nécessités, les exigences de la construction européenne & sur l'Afrique, pour des raisons naturellement historiques, et je dirais sentimentales aussi & sur l'Amérique du Nord, cela allait de soi. Mais j'ai regretté qu'elle ait trop longtemps ignoré l'Amérique du Sud d'une part, et l'Asie d'autre part, alors que tant de liens nous relient à ces deux grands ensembles, des liens notamment historiques et culturels. Parfois les liens de la langue, ceci étant davantage vrai pour l'Amérique du Sud, mais souvent les liens de la culture, ceci étant particulièrement vrai pour l'Asie, et ces ensembles étant aujourd'hui, notamment l'Asie, les moteurs principaux du développement dans le monde. Ces ensembles émergents, comme l'on dit actuellement, et qui deviendront les grands pôles avec l'Europe, avec l'Amérique du Nord, les grands pôles de puissance, puissance politique, économique, culturelle du monde de demain. Il est tout à fait essentiel que la France ait conscience de sa vocation à être le moteur de la relation entre l'Europe et l'Asie, qu'il s'agisse de l'Asie du Sud-est ou qu'il s'agisse de la Chine ou du Japon.

J'avais eu l'occasion de développer ces thèmes lors d'un voyage que j'avais fait à Singapour, certains d'entre vous étaient avec moi et s'en souviennent, c'est de plus en plus vrai. Et dans cette nécessaire stratégie asiatique de notre pays, et qui est une stratégie mondiale en réalité, qui relève d'une certaine vision du monde de demain et de ses équilibres, du refus de l'uniformité, eh bien, la relation entre le Vietnam et la France a une nature particulière. Le Vietnam est appelé à prendre de plus en plus de responsabilités au sein de l'ASEAN, la France au sein de l'Europe, et ensemble, pour les raisons qui tiennent aux liens qui existent entre eux, ils ont vocation à être un moteur de cette relation entre l'Europe et l'Asie qui sera l'un des axes de développement du monde de demain

monde de demain.

Voilà, les quelques observations que je voulais faire et je suis maintenant tout naturellement disposé à répondre à vos questions.

QUESTION - Dans un de vos messages, vous avez souligné que la coopération économique entre les pays francophones, la France et le Vietnam en particulier, est un volet qui n'a pas été suffisamment conduit dans notre mouvement. Cette coopération n'atteint pas encore le niveau que nous souhaitons. D'après vous, qu'est-ce que la France pourrait faire pour l'augmenter ?

LE PRESIDENT - Il s'agit, si j'ai bien compris, du volet économique. S'agissant du Vietnam, la France est aujourd'hui très bien placée sur le plan économique. Les relations non seulement sont bonnes, mais elles se développent très rapidement, qu'il s'agisse des échanges ou qu'il s'agisse des investissements, qu'il s'agisse également de la coopération. Qu'il s'agisse, soit du soutien que la France apporte toujours au Vietnam dans le cadre des grandes organisations internationales, notamment pour les relations avec l'Union Européenne, soit de l'aide bilatérale entre la France et le Vietnam. Ce qui fait que la France est le premier pays occidental aujourd'hui, enfin depuis hier en tous les cas en ce qui concerne les investissements, et le premier pays européen en ce qui concerne les parts de marché et les échanges et que tout ceci augmente à un rythme très fort. Vous savez que j'avais indiqué à Singapour que nous devons avoir dans ce domaine un objectif qui était le triplement en dix ans de nos parts de marché. Eh bien, si l'on prend les premiers chiffres, ceux de 1996 et ceux du premier semestre 1997, on s'aperçoit que l'accroissement de l'ordre de 20% sur l'Asie, et plus sur le Vietnam, correspond à cette ambition.

Alors naturellement, ce n'est pas suffisant. Ce n'est pas suffisant pour l'Asie et ce n'est pas non plus suffisant pour le Vietnam où nous pourrions faire davantage. Je suis persuadé que les réformes qui sont engagées ici, qui sont importantes, sont de nature à encourager de plus en plus d'investisseurs et de commerçants, industriels ou commerçants, notamment des petites et moyennes entreprises, à augmenter leurs échanges ou leurs investissements ici au Vietnam. J'en suis persuadé et je m'en réjouis. Alors naturellement, il faut accepter les avantages ou les difficultés.

Certains évoquent la crise financière qui s'est développée dans la région de l'Asie du Sud-est et qui d'ailleurs n'a pas vraiment frappé le Vietnam, mais qui a frappé ailleurs. C'est évidemment une crise préoccupante. Pour ma part, je considère que c'est un accident de parcours et que cette crise ne devrait pas être durable, pour autant qu'on puisse faire des prévisions dans le domaine monétaire et dans un monde aussi fluide. Mais je crois que les éléments du développement économique, les données fondamentales du développement économique, sont en Asie en général suffisamment fortes pour qu'il n'y ait pas lieu de s'inquiéter de ce qui est un accident de parcours, lié, il faut le dire, pour une large part, à une certaine faiblesse de la structure bancaire et financière qui doit être sans aucun doute redressée.

QUESTION - Monsieur le Président, le Ministre des Affaires Etrangères a remis aux autorités vietnamiennes une liste d'une quarantaine de noms pour lesquels la France demande des mesures de clémence, je voudrais savoir si vous avez bon espoir. Et quelle est l'appréciation que vous portez sur la situation des Droits de l'Homme dans ce pays ?

LE PRESIDENT - D'abord nous avons une idée qui est la nôtre en ce qui concerne les Droits de l'Homme et naturellement nous la défendons parce que nous considérons que les Droits de l'Homme ont une valeur universelle. C'est notre sentiment et, par conséquent, nous la défendons. Nous avons des préoccupations plus personnelles, particulières qui, effectivement, ont fait l'objet d'une liste remise par Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères aux autorités compétentes du Vietnam et vous me demandez quel est mon commentaire ? Je vous répondrai que je n'en fais aucun. Tout simplement parce qu'une longue expérience dans ce domaine, que j'ai commencée lorsque j'étais Premier Ministre en 1974, avec le monde soviétique, en particulier la Russie, m'a démontré qu'il y avait une opposition totale entre la médiatisation et l'efficacité, que plus on médiatise et moins on est efficace. Moi mon souci, ce n'est pas de faire des commentaires, mon souci c'est d'essayer d'être efficace. C'est la raison pour laquelle je n'en dirai pas plus.

QUESTION - Monsieur le Président, les classes bilingues françaises - vietnamiennes ont été

lancées depuis quelques années dans tout le territoire vietnamien. Bientôt une génération francophone sera formée. Comment la France envisage-t-elle d'élargir la coopération bilatérale au Vietnam, quelles actions va-t-elle entreprendre dans le cadre multilatéral de la Francophonie afin de faciliter l'accès de ses jeunes au marché de l'emploi ?

La coopération entre la France et le Vietnam est déjà très dynamique. Cela traduit l'intention de la France de retourner dans la région de l'Asie pacifique. Or, le Vietnam se trouve dans une région où l'anglais est largement utilisé. Etes-vous convaincu que le français deviendra un contrepoids à l'anglais dans cette région ?

LE PRESIDENT - Sur la deuxième question, je n'ai jamais conçu la Francophonie comme un moyen de lutte contre l'usage de l'anglais. Ce qui serait absurde. De même que je souhaite le développement de toutes les grandes langues. Au dernier Sommet de la Francophonie, c'était à Cotonou, j'avais lancé un appel pour la pluralité culturelle contre l'uniformisation culturelle à laquelle risque de conduire l'uniformisation linguistique. Chaque langue est porteuse d'une réflexion et d'une culture. J'ai beaucoup milité, en son temps, pour le ré-enseignement, notamment en Amérique et en Amérique du Sud, des langues amérindiennes. Pourquoi ? Simplement parce qu'elles sont porteuses d'une culture. Et aujourd'hui on voit que de plus en plus de pays d'Amérique du Sud ont constitutionnalisés, ont mis dans leur Constitution qu'il devait y avoir le bilinguisme, c'est-à-dire l'enseignement obligatoire des langues premières. Pas simplement par folklore, mais pour maintenir une certaine diversité, une certaine richesse culturelle. Ce qui est vrai pour les petites langues si j'ose dire quantitativement parlant l'est aussi pour les grandes, et c'est pourquoi, à Cotonou, j'avais appelé ceux qui parlent des grandes langues le chinois, l'hindi, l'arabe, l'espagnol, le portugais, le français et d'autres..., à s'organiser. J'avais indiqué que la Francophonie ayant un temps d'avance, en matière d'expérience, d'organisation, souhaitait coopérer.

Depuis je me suis réjoui de voir que les hispanophones sont en train de s'organiser, que les lusophones sont en train de s'organiser, et je souhaite que cela se poursuive. Il ne s'agit pas de faire des combats entre ceux qui parlent telle ou telle langue. Il s'agit de faire en sorte, surtout avec les moyens modernes de communication, les réseaux, etc... que la richesse culturelle du monde ne soit pas appauvrie. Voilà pourquoi, il ne s'agit pas pour nous de faire contrepoids à l'anglais, mais de faire en sorte que le français se développe aussi parce que c'est une culture. Je souhaite la même chose pour beaucoup d'autres langues.

Alors, s'agissant de votre question, d'abord, c'est vrai, les classes bilingues vont se développer. Le programme actuel, c'est qu'il y en ait très rapidement huit cents au Vietnam. Ce qui n'est déjà pas mal. Nous faisons un effort particulier pour développer ces langues. On le fait sur le plan des Etats, mais on sait moins que nous le faisons également sur le plan des relations régionales. Par exemple, les efforts conjoints de la ville de Paris et de la ville de Ho Chi Minh Ville. Et enfin, il y a une coopération encore plus large : le gouvernement étudie actuellement les moyens d'augmenter très sensiblement et d'améliorer les méthodes d'enseignement à des étudiants étrangers -et les Vietnamiens sont au premier rang des priorités- du français en France par un système d'abord de bourses qui soit beaucoup mieux adapté. Notre système de bourses est tout à fait dépassé. Il n'est pas du tout adapté et donc, il faut le rénover complètement. Et deuxièmement par un accès plus facile de ces étudiants ou des professeurs à notre territoire. Notre système de visas est un système qui est également à la fois dépassé et paralysant. Il y a actuellement, à l'initiative du Ministère des Affaires Etrangères, un effort important pour lever également cet obstacle. Alors j'espère que nous réussirons.

QUESTION - Monsieur le Président, beaucoup de chefs d'entreprise qui vous accompagnent ou d'autres, nous ont dit combien il était difficile d'investir dans ce pays, le Vietnam, souvent à cause de la bureaucratie et disons des tracasseries administratives. Je sais que vous en avez parlé avec vos interlocuteurs, alors sont-ils conscients de ce problème et vous ont-ils dit ce qu'ils comptaient faire pour remédier à cela ?

LE PRESIDENT - J'ai entendu cet argument qui est vrai, je l'ai curieusement entendu plus dans la bouche de ceux qui n'ont pas encore investi que de ceux qui y sont déjà présents, mais il n'en

reste pas moins, que le problème existe. Et compte tenu - je le disais tout à l'heure- de cette confiance nouvelle qui existe entre les autorités vietnamiennes et les autorités françaises, on peut en parler plus simplement qu'il y a encore deux ou trois ans. Cela est un vrai changement. Vous savez, ceux qui se plaignent des tracasseries administratives au Vietnam, se plaignent également des tracasseries administratives en France, où dans ce domaine nous n'avons rien à envier à personne. Nous voyons bien l'immense difficulté que nous avons chez nous à maîtriser une administration qui n'est pas toujours assez dynamique ou adaptée à un monde aussi mouvant et libre que celui d'aujourd'hui.

Tout ce que je peux vous dire c'est que, contrairement à ce que j'avais observé il y a trois ou quatre ans, j'ai vu que les responsables, au plus haut niveau, du Vietnam sont parfaitement conscients de la nécessité de moderniser leur système de gestion. Ce qui est une nécessité pour tous les pays du monde, tout le monde doit évoluer et s'adapter et cela fait partie de la réforme. Ce matin dans l'avion je parlais avec deux ou trois des hommes d'affaires importants qui travaillent au Vietnam, et l'un me disait, c'était intéressant, "je suis arrivé avec une vue pessimiste des choses [peut-être pour des raisons qui tiennent notamment à la crise, c'est parce qu'il appartenait à un secteur qui a été peut-être plus touché que d'autres] j'en repars beaucoup plus optimiste". Je pense que c'est vrai. En clair, nous devons soutenir les efforts du Vietnam dans la modernisation de leur méthode de fonctionnement, comme nous devons moderniser les nôtres.

QUESTION - Monsieur le Président, si vous le permettez, je reviendrai sur la question des Droits de l'Homme. Est-ce que vous pensez que l'ouverture économique va permettre aux libertés de s'ouvrir elle-même dans ce pays ? Est-ce que vous avez senti de ce côté là, que les autorités vietnamiennes bougent, qu'il y a un petit frémissement ou pas du tout ?

LE PRESIDENT - Je suis d'abord persuadé que la mondialisation dont on parle beaucoup mais qui est tout de même le phénomène important de cette fin de siècle, conduit forcément à une certaine harmonisation des conceptions dans le domaine des libertés. Parce que chacun voit bien, de plus en plus, qu'il n'y a pas de richesse sans liberté économique et que, quand il y a liberté économique, il y a forcément, dans la foulée, développement des libertés politiques. Et quand vous voyez qu'aujourd'hui la Chine va signer et ratifier le protocole des Nations Unies de 1964 sur les droits et libertés économiques, civiles et politiques, c'est une évolution inéluctable, mais très significative. Je note au passage qu'elle a été rendue possible par une initiative de la France qui a voulu, qui a réussi à convaincre un certain nombre des grands pays occidentaux de cesser le petit jeu absurde de la condamnation systématique de la Chine aux Nations Unies qui était contre-productif.

En matière de Droits de l'Homme, vous savez, ce n'est pas en se faisant plaisir par des déclarations irresponsables et intempestives que l'on progresse. C'est par l'exemple, c'est par le dialogue, c'est par la conviction. Ce n'est pas en humiliant, ce n'est pas par l'arrogance, c'est par la capacité d'expliquer et de convaincre. Et ce que je peux vous dire, c'est que cette capacité, moi, je l'ai. Je l'ai depuis longtemps et je n'ai pas observé que cela réussissait si mal.

QUESTION - Monsieur le Président, vous avez dans votre délégation un chef d'entreprise qui, à mes yeux, revêt plusieurs intérêts, notamment parce qu'il a réussi, il a investi beaucoup au Vietnam. Il est Réunionnais, et il a choisi d'apprendre le français à ses salariés vietnamiens. Je voulais savoir si vous estimez que nos départements et territoires d'outre-mer ont un rôle particulier à jouer en matière de francophonie? Je souhaiterais savoir aussi, si pour vous le département de la Réunion, où se mêlent plusieurs cultures, est le modèle du multi-culturalisme dont vous parlez souvent ? Et enfin, je souhaiterais connaître, si cela est possible, les objectifs de votre tout prochain déplacement en Guyane, qui est une porte ouverte sur l'Amérique Latine ?

LE PRESIDENT - Chère Madame, sur le dernier point, et s'agissant d'une affaire purement française, d'ailleurs je doute que cela intéresse beaucoup vos confrères vietnamiens, je ne ferai pas de commentaire sur mon prochain voyage en Guyane, si ce n'est pour vous dire que je suis très heureux d'y aller, comme je suis très heureux d'aller dans les départements ou territoires d'outre-mer. En revanche, vous avez évoqué qu'il y avait dans la délégation un homme d'affaires réunionnais. Oui, je me réjouis que les hommes d'affaires des départements d'outre-mer

économiques. Or, je me réjouis que les hommes d'affaires des départements d'outre-mer prennent conscience de l'importance qu'ils ont dans le dispositif économique français. Et notamment parce que beaucoup sont aux avant-postes. C'est vrai pour la Réunion, pour ce qui concerne l'Asie, l'Inde et au-delà et je suis heureux de voir que ce dynamisme, qui est celui de la Réunion mais que l'on retrouve aussi dans d'autres départements ou territoires, se traduit par une volonté d'offensive vers l'extérieur. C'est vrai pour la Polynésie française à l'égard du Japon. C'est vrai pour les Antilles à l'égard de l'Amérique du Nord et du Sud. On voit se développer une capacité dans nos départements d'outre-mer de se projeter à l'extérieur. C'est un phénomène relativement nouveau et qui ne peut être qu'encouragé.

QUESTION - Monsieur le Président, je sais que vous êtes une personne qui s'intéresse à la préservation des PME en France. Pouvez-vous m'expliquer la philosophie de la France dans ce domaine, ses initiatives ? En ce qui concerne la coopération des collectivités locales, pourriez-vous également me donner les expériences dans ce domaine ?

Et deuxièmement pourriez-vous me donner votre opinion sur le fait que le "forum des affaires" de la Francophonie ait proposé un statut officiel dans les activités des communautés francophones ? Et avant une éventuelle réunion des ministres de l'Economie et des Finances prochainement, d'après vous, que peuvent faire les autorités des communautés de la Francophonie pour effectivement apporter leur soutien à des entrepreneurs francophones dont les trois-quarts viennent de pays qui sont en voie de développement ?

LE PRESIDENT - La question concerne d'abord les petites et moyennes entreprises. Nous disons beaucoup, en ce moment, qu'elles sont le moyen très efficace à la fois de développement de l'activité et donc de l'emploi sur le plan national et sur l'exportation, mais qu'il faut les aider. Et petit à petit se met en place un système d'aides mieux adaptées aux PME en France, notamment pour l'exportation. Je voudrais souligner que récemment encore un rapport important a été fait au Parlement français sur ce thème et le rapporteur général d'ailleurs était l'actuel ministre de la Coopération, me semble-t-il. L'Etat peut faire des choses, mais les entreprises peuvent en faire aussi. Et de plus en plus se développe un système de portage, c'est-à-dire de mise à la disposition par des grandes entreprises, de moyens matériels ou intellectuels pour faciliter la venue de petites et moyennes entreprises, la recherche de marchés, la négociation avec des partenaires ou avec des administrations et je crois que c'est une très bonne formule, je l'ai vu fonctionner récemment à Singapour et c'était extrêmement positif. Quant à la Francophonie, ce qu'elle peut faire, c'est de permettre une meilleure entente. Hier un responsable me disait : "nous voudrions que vous accueilliez plus au titre de la Francophonie, de jeunes Vietnamiens pour les former, notamment dans le domaine commercial, c'est notre intérêt". Je lui ai répondu : oui, c'est ce que nous allons faire parce que c'est également notre intérêt. Car le jeune Vietnamien qui va en France revient en parlant le français et ensuite il achète français.

QUESTION - Pardonnez-moi de revenir sur l'actualité, mais ce matin, la France a voté une résolution au Conseil de Sécurité : un durcissement sur l'Irak. Pouvez-vous nous expliquer ce durcissement, est-ce que cela prélude du non renouvellement de la résolution de pétrole contre nourriture, le mois prochain ?

LE PRESIDENT - Non. Seul le Conseil de Sécurité a marqué son unité et sa fermeté, avec l'adoption à l'unanimité, c'est-à-dire l'ensemble des pays qui s'étaient abstenus la dernière, la Chine, la Russie, l'Egypte, la France, le Kenya, une résolution qui condamne l'Irak dans la mesure où celui-ci a décidé de refuser de coopérer avec la Commission spéciale des Nations Unies. Et honnêtement, je crois que là, les autorités irakiennes ont fait une erreur, qu'elles ont eu tort. Mais il n'est pas trop tard pour que les autorités irakiennes reviennent sur leur décision et annoncent leur volonté de coopérer à nouveau, comme c'était le cas avant.

Je crois qu'il n'y a pas dans cette affaire d'issue dans la confrontation. Il faut que les autorités de l'Irak comprennent qu'il est de leur intérêt et de l'intérêt de l'ensemble de la région et du monde d'éviter un engrenage ou une escalade. Bien entendu, cela suppose que l'Irak ait conscience du fait que, si les procédures se déroulent normalement, au terme de ces procédures et sans intégration d'autres paramètres, alors il y aura levée de l'embargo. Ce qui est souhaitable pour tout le monde et d'abord pour la population irakienne. Voilà quelle est la situation aujourd'hui !

Mesdames, Messieurs, je vous remercie.